

## **Journaux algériens d'Oran 1830-1962** **Portrait d'une presse indigène « tolérée »**

Karim M. Rouina & Mehdi Souiah  
Université d'Oran essenia

Il ne s'agit pas, dans ce texte, de traiter de la presse écrite indigène comme un fait social isolé, mais plutôt comme un « baromètre » qui permet d'apprécier la politique coloniale française envers les « indigènes », et par là même, sonder le degré de tolérance et de liberté lui étant accordées en matière d'expression. On sait d'ores et déjà, qu'une législation discriminatoire visant à écraser les plumes hostiles aux manières de faire de l'administration coloniale, fut mise en place et ce dès le début de cette période, tandis que la presse française jouissait d'un traitement sans restriction qui lui garantissait longévité et prospérité.<sup>1</sup>

Ceci dit, un nombre non négligeable de titres de presse indigène a pu paraître, et de manière plus ou moins régulière à l'instar du périodique d'influence ulémiste: *Elmuntaqid* paru pour la première fois en 1936, rebaptisé *Ec-Chihab* quelques années plus tard. Le journal a pu connaître un franc succès dans tous les pays du Maghreb avant qu'il soit interdit en 1940. L'histoire des médias indigènes verra également la courte réussite –d'une année, 1944-1945- de *L'Egalité* dirigé par Ferhat Abbas. L'administration française interdira sa parution en 1945.

Il est à noter que la réussite de ces deux périodiques dépendait entièrement de l'engagement et du soutien financier des sympathisants, des Ulémas musulmans d'un côté et du parti de Ferhat Abbas de l'autre. Mais si ces titres, avec *El-Moudjahid*, l'organe officiel du FLN, édité Off-shore durant la guerre de libération, demeurent les plus connus et les plus importants en matière de tirage et de rayonnement intellectuel, on soupçonne également une multitude de titres « faits maison » avec les moyens du bord, comptant pour leur survie sur le mécénat ou un maigre lot de publicités, qui ont paru dans les différentes provinces d'Algérie, et ce durant toute la période du règne colonial.

Parmi ces provinces, notre choix s'est porté sur l'une des plus importantes, la ville (région) d'Oran.

Ce qui va suivre est donc le résultat d'un croisement de deux opérations de fouille dans des centres d'archives, soit dans les

Archives de la Wilaya d'Oran (AWO) et dans la Bibliothèque Nationale de France (BNF).

L'importance de dresser un tel « portrait » réside dans le fait qu'« aucune classification de la presse [indigène en Algérie] n'a été faite » comme le fait observé Zahir Ihaddaden en 1980<sup>2</sup>. Un constat qui, hélas, demeure d'actualité.

Ceci est encore plus confirmé à la lecture du livre d'Ihaddaden, passant au crible tous les titres de presse indigène édités dans le centre de rayonnement culturel qu'était la ville d'Alger durant une période d'un siècle à dater de 1830; il évoquera également quelques titres provinciaux en appui à son propos. Pour la région nous important, le livre sus-cité fait état de quatre titres: *El Hack*, qui a commencé à paraître en 1901; *El Misbah*, 1904; *La voix des humbles*, 1922; *L'union*, 1927.

\*\*\*

L'exploration que nous avons effectuée dans les archives révèle l'existence de deux fois plus de titres. Ainsi, nous avons pu recenser tous les journaux parus durant l'occupation coloniale, soit de 1830 à 1962, et qui sont au nombre de dix titres. Ils seront décrits par ordre de parution.

***El-Misbah***, littéralement « Le Flambeau », fut le premier journal indigène bilingue d'inspiration « Jeunes Algériens ». Il fut créé par un collectif de jeunes instituteurs Oranais et Tlemceniens, sous l'égide de Larbi Fekkar, lui-même instituteur originaire de Tlemcen. Cet « hebdomadaire » de quatre pages (format 32, 5 X 50, devenu 38 X 54, 5 le 12 Aout 1904), comportait deux pages rédigées en français, une en arabe et une dernière réservée aux annonces publicitaires. Traitant des questions politique, littéraire, économique et sociale; diffusé principalement à Oran et à Alger, *El-Misbah* ne se posait pas en défenseur des Algériens, mais se voulait un « trait d'union » entre Français et Arabes<sup>3</sup>. D'ailleurs la devise du journal résume assez fidèlement la position des rédacteurs. Il est écrit sous le titre, à gauche: « Pour la France par les Arabes »; à droite: « Pour les Arabes, par la France ». Abdelkader Djeghloul note que le discours d'*El-Misbah* prenait l'idéologie coloniale officielle au pied de la lettre en lui faisant dire le « ...contraire de ce qu'elle signifie tout en semblant y adhérer: « La France nous émancipe, vive la France »<sup>4</sup>. Dans cette optique, l'idée de l'assimilation avait un tout autre sens, il ne s'agissait pas de se « franciser », mais de s'émanciper, se développer tout en gardant son identité arabo-musulmane, les pseudonymes empruntés par les rédacteurs confirment ce fait : Aladin, Ibn Khaldoun.

Tiré à mille exemplaires, dont 500 par abonnements, El-Misbah cessera de paraître le 17 février 1905. L'édition du 10 février 1905 (n°34) fut la dernière de la collection.

*El-Hack*, décrit par Djeghloul comme l'un des plus beaux fleurons de la presse indigène, semble avoir paru une première fois en 1902, mais aucun numéro datant de cette période n'existe dans les archives.

A l'initiative d'un groupe d'instituteurs, une deuxième série fut lancée en 1911. Le premier numéro parut le 15 octobre 1911.

Le tirage Officiel de cet hebdomadaire s'est élevé à 3000 exemplaires, diffusés surtout par abonnements. Le journal comptait quatre pages (format 37 x 55) rédigées exclusivement en français. Le 1<sup>er</sup> mai 1912 une page en arabe fut confiée à Omar Racim<sup>5</sup>. Cette collaboration ne durera que quatre mois.

Le journal était dirigé par un agent commercial métropolitain, converti à l'islam, du nom de Charles Tapié. L'administration coloniale l'affligera du sobriquet de « Abd-er-Rahman Ben Tapié ».

Concernant sa ligne éditoriale, Ihaddaden remarque que, du fait que le journal était dirigé par un français de souche, l'équipe de rédacteurs évitait délibérément de mettre en cause l'administration coloniale<sup>6</sup>. Dans un édito écrit par Tapié, publié dans le numéro du 13 au 20 avril 1912 est écrit : « Il est de l'intérêt de la France de traiter les « indigènes » musulmans algériens avec justice, avec bonté, non pas seulement pour que ce grand pays conserve intact sa réputation de propagateur de civilisation, d'idées généreuses, car aucun peuple ne peut se vanter d'avoir le monopole de civilisation, ni de l'intelligence, ni de la générosité, mais encore et surtout parce que son intérêt matériel le lui commande, parce que la coopération de l'indigène à l'effort commun hâtera la solution de tous les problèmes »<sup>7</sup>. La visée du journal était d'arriver à ce que les indigènes soient enfin considérés comme égaux en droit et en devoir avec les européens, ce qui explique la présence de la phrase de Napoléon III, imprimée sous le titre du journal en guise de devise : « Je veux vous faire participer de plus en plus à l'administration de votre pays ».

Ceci dit, le ton des textes publiés dans El-Hack était des plus virulents, avec un rejet catégorique de l'assimilation. Il faut par ailleurs rappeler que le journal était né au moment de l'exode des Tlemceniens qui avaient refusé de porter les armes au nom de la France contre leurs coreligionnaires et néanmoins voisins marocains. A ce propos Omar Racim avait écrit le 6 juillet 1912: « Tout Homme qui accepte la conscription a quitté le droit chemin. C'est un traître ».

Dans ses colonnes il était également question de réclamer la suppression des tribunaux répressifs et du code de l'indigénat, de

dénoncer « l'arbitraire des caïds et des administrateurs ». Quant aux revendications, la lutte était pour « l'ouverture des emplois publics aux Algériens »<sup>8</sup>.

Comme leurs prédécesseurs d'El-Misbah, les membres de l'équipe d'El-Hack ne manqueront pas de se montrer fervents défenseurs de l'identité arabo-musulmane. Par dérision, une rubrique sera lancée en février 1912 avec pour titre: « La semaine arabophone ».

Soutenu financièrement par Célestin Jonnart, cet appui se tarira avec l'arrivée d'un nouveau gouverneur, le Général Charles Lutaud, que Tapié surnomme dans un édito publié le 25 mai 1912: « Sidi Lutaud ».

El-Hack cessera de paraître en Aout 1912; le numéro 46 fut le dernier de la seconde série.

Les locaux du journal verront naître le 8 avril 1912 « l'association des instituteurs indigènes d'Algérie » avec pour membres permanents, 38 instituteurs. Cette amicale lancera en 1922 la revue mensuelle: « La voix des humbles ».

*La voix des humbles*, revue mensuelle d'éducation nationale et corporative. A partir du numéro 04 la mention suivante sera ajoutée: organe de l'association des instituteurs d'origine indigène d'Algérie. Et au numéro 12-13 d'avril-juin 1923 la mention « revue mensuelle d'éducation sociale corporative », manquera à la une du périodique, pour être remplacée au numéro 53 d'octobre 1927 par: « pour l'évolution des indigènes par la culture française ».

La décision de créer le journal fut prise à Alger le 13 et 14 avril 1922. Il était tiré à 1200 exemplaires et vendu exclusivement par abonnement. Les 22 pages que comptait la revue étaient de format 25 x 16. La langue utilisée par les rédacteurs était le français.

Sous-dirigée par Said Faci<sup>9</sup>, instituteur et président de l'association « des instituteurs indigènes », il sera remplacé par Emile Briet, publiciste, en avril 1923, il reprendra la gérance pour une courte durée quatre années plus tard, février 1927. En octobre de la même année, Faci fut contraint de céder la place à Zénati, instituteur exerçant à Constantine et secrétaire général de l'association des instituteurs indigènes, pour diriger la revue. Une mesure administrative « la peine de la censure » serait à l'origine de ce remplacement, c'est du moins ce que nous pouvons lire dans le livre d'Ihaddaden<sup>10</sup>.

La « voix des humbles » se disait laïque, a-politique, regroupant une frange d'instituteurs, fortement imprégnés de la culture française, qui étaient de ce fait favorables à la naturalisation. Aussi, ils étaient « de par leur formation hostiles à toute religion et en premier lieu celle de leurs pères: l'Islam »<sup>11</sup>. Ce qui les différencie en tous points des

partisans d'une tendance politique naissante, celle prônée par l'Emir Khaled.

La revue s'arrêtera après neuf ans d'existence, le numéro 158 de septembre 1931 est le dernier enregistré aux archives.

*Es-Sandjak (l'Etandard)*<sup>12</sup>, sous-titré: « organe de défense des intérêts des indigènes musulmans Algériens », cet hebdomadaire qui avait pour devise: « nous ne sommes ni des agitateurs, ni des nationalistes exaspérés. Nous voulons simplement une Algérie Française sans égoïsme et sans domination, sans supériorité pour les uns ni infériorité pour les autres » a commencé à paraître le 16 juin 1928. Parmi les 2500 exemplaires tirés de ce journal, 1300 étaient vendus par abonnement. Le journal comptait 4 pages de format 32, 5 x 9,5.

Pour la seule année que dura le journal, la gérance se verra confiée à trois personnes différentes. Benaouda Hadj Hacem Bachterzi, directeur, le gèrera jusqu'au 17 juillet de l'année de sa création. Mostéfa Sebah le succédera à ce poste. Et à partir d'octobre 1928, la gérance sera confiée à Bouzian.

Le cas d'Es-Sandjak est assez particulier, car comme le note Ihaddaden: « En cours de publication et tout en conservant la même direction, il change ses préférences politiques et par conséquent son orientation ». Après avoir soutenu le Docteur Bentami, conservateur, défenseur des valeurs de l'Islam, il le combat et prend parti pour Kaïd Hammoud et Sayah Mustapha.

Le journal s'est montré à plusieurs reprises acerbe, critique, et de la politique ségrégative de l'administration coloniale et « l'ostracisme des quotidiens qui se désintéressaient des intérêts des indigènes musulmans Algériens ». Ceci dit, le combat avait tout de même des limites, il ne s'agissait pas de « semer la haine et la discorde entre indigènes et Européens »; on aspirait seulement à ce qu'il y ait plus de justice, tout en restant fidèle à la politique de Violette.<sup>13</sup>

L'Etandard s'en est pris au conseiller municipal Benacef en liant son nom à la campagne contre la prostitution qu'il vient de lancer. Benacef attaque le journal en justice, cette dernière le condamne à verser une amende de deux cents francs et mille francs de dommage et intérêts, jugement qui sera confirmé en appel par la Cour d'Alger le 27 octobre 1927.

Il disparaît en mai 1929 à la veille des élections municipales des 5 et 12 mai 1929.

Le numéro 18 (2<sup>ème</sup> année) du samedi 16 juin 1928 est l'unique exemplaire déposé aux Archives de la Wilaya d'Oran.

**Le cri indigène.** Sous le titre est précisé: « organe de défense des intérêts des musulmans ». Il fut créé par Benaouda Hadj Hacene Bachterzi, conseiller général à l'époque, pour les élections municipales des 6 et 13 mai 1934. La gestion quant à elle fut confiée à Mostepha Sabbagh. Le journal comptait deux pages soit une feuille imprimée des deux faces (format 44, 5 x 29, 5).

De ce périodique un seul numéro sortit, celui du Samedi 8 avril 1934.

**El-Fadjr.** On fait mention sous le titre de ce qui suit: « Informateur du peuple sur les questions sérieuses, organe bimensuel de défense des intérêts Nord-Africains ». Une devise imprimée en encadré, en lettres arabes et en lettres latines « Nassih el Oumma fil omor el mouhimma ». Ce journal pourtant d'expression française comptait quatre pages qui s'ouvrait de gauche à droite comme s'il s'agissait d'un document de langue arabe.

Le nombre d'exemplaires tirés s'élevait à 1000, vendu 30 centimes l'unité.

Le premier numéro est paru en janvier 1932, puis la parution cesse en mars. Un dernier numéro (n°7) de la série paraîtra le 11 juin 1932.

**EL-Ouifak (La concorde** en sous-titre), Fondé par Cheikh Mohammed Said Zahiri. De ce journal trois numéros ont paru, un premier en septembre 1937, un deuxième en mars 1938, et un dernier en juin 1940.

Nous ne savons pas grand chose sur ce journal excepté le fait que son fondateur Cheikh Zahiri était de tendance Islahiste, envoyé de Constantine par le comité central des oulémas dans le but de créer l'antenne oranaise de l'Association de oulémas Musulmans Algériens, tel que l'atteste Lahcène Belhoucine.<sup>14</sup> Lettré, parfaitement bilingue, il avait la capacité de rédiger en arabe. Lors d'une réunion organisée sous l'égide du PPA, il tint les propos suivants: « L'Islam est notre religion, l'Algérie notre patrie et la France notre Etat ». Soupçonné d'être un agent à la solde des services secrets Français, il est abattu en mai 1956 à Alger.

Il est à noter qu'aucun spécimen n'a été déposé au Archives de la Wilaya d'Oran.

**El-Maghrib El-Arabi** (titre en lettres arabes), **L'Occident Arabe** en sous titre. Hebdomadaire dirigé par Mohammed Bella, il avait pour gérant et rédacteur en chef un ancien élève de Cheikh Abdelhamid Ben Badis, du nom de Hamza Boukoucha. Ce journal fut lancé par l'Association de Oulémas de l'Oranie pour contrecarrer l'action mené par Cheikh Mohammed Said Zahiri. Il était tiré à 1000 exemplaires.

Paru pour la première fois le samedi 22 mai 1937, il disparut en juin de la même année.

*Asdiqa'a El-Islam* (en lettres arabes), *Les Amis de l'Islam*, en sous-titre on trouvait la mention: «Organe de l'association spirituelle ».

Le journal a paru le 1<sup>er</sup> novembre 1952. Se voulant mensuel, il était tiré à 2000 exemplaires. « Les Amis de l'Isalm » avait pour directeur Cheikh Hadj El Mehdi Bentounes, et était géré par Izard Abdellah Redda.

Il fut fondé par l'association « Les Amis de l'Islam » créée deux ans auparavant par le maître spirituel Alawite, issu de Mostaganem, Hadj El Mehdi Bentounes. Celui-ci créera par la suite une réplique du périodique à Mostaganem, « El Morchid ».

Le journal paraîtra quatre années de suite, soit du 1<sup>er</sup> novembre 1952 au 4 décembre 1956 date de sortie du 48<sup>ème</sup> et dernier numéro de la collection.

Le nombre de ses pages (format 23,5 x 15,5) dépassait les trente par numéro.

\*\*\*

De cette description, aussi sommaire soit-elle, une évolution de la presse faite par les algériens, destinée aux algériens se dessine. C'est presque un reflet parfait du climat politique en milieu « Indigène »; ça nous permet, d'une, de faire une lecture des tendances et orientations d'engagement intellectuel et/ou politique dominantes à des périodes différentes de l'histoire de l'Algérie occupée. Et de deux, de sonder le degré de tolérance des pouvoirs publics coloniaux envers cette presse de l'Autre.

Néanmoins, une question reste en suspend, « qu'est-ce qui fait que ces journaux ont pu paraître, à une période où il était difficilement imaginable que l'indigène puisse s'exprimer? » Une question qui en sous-tend plusieurs autres. Pourquoi la visibilité était-elle accordée à des courants idéologiques plutôt qu'à d'autres? Pourquoi les assimilationnistes puis les islahistes? Pourquoi refuser un tel sursis aux syndicalistes, aux communistes, etc.?

Avant de répondre, un récapitulatif de contextualisation est de rigueur.

**L'inspiration Jeunes-Algériens.** Dans les premières années de ce vingtième siècle, une frange d'autochtones d'Algérie sort de son mutisme, grâce à des plumes de plus en plus remarquées. On commence par s'immiscer dans les organes français officiels, en plaçant de temps à autres, quelques lignes dans la rubrique « courrier des lecteurs », on aiguise ses armes en prêtant son esprit au journaux indigénophiles,<sup>15</sup> pour aboutir à la conclusion que cette voix instruite pourrait avoir plus de rayonnement, et tout autant d'impact si une

place plus importante lui était accordée. C'est ainsi, qu'ici et là, des plates-formes sont créées par les instituteurs issus des premières promotions de l'École Normale de Bouzereah. Il s'agit, pour le cas d'Oran, d'*El-Misbah* qui, à l'initiative de Larbi Fekkar, esprit brillamment lettré, fortement imprégné des idées modernistes de Hamdane khodja et tout aussi convaincu de la visée assimilationniste louée par Ferhat Abbas, fédère autour de lui quelques collègues tlemceniens et oranais pour fonder l'organe de défense des intérêts des Algériens. A sa suite une palette de titres prônant les mêmes idées laïques, qui prétendent n'avoir aucun ancrage politique et qui pourtant voient dans l'assimilation la fin des souffrances et des oppressions, commencent à voir le jour. *El-Hack*, eut, nous est avis du moins, le rôle de cadrer, d'organiser d'avantage l'action des instituteurs de tendance « moderniste »<sup>16</sup>, car, rappelons-le, c'est dans la salle de rédaction de ce journal que va naître l'association « des instituteurs indigènes », une amicale qui diffusera ses idées par le biais de la célèbre revue mensuelle, « La Voix des humbles ».

Le passage de Hadj Hacène Bachterzi dans la presse sera des plus remarquables. Il incarne, à lui seul, l'idéal-type de l'indigène moderniste. Issu de la bourgeoisie oranaise, d'une famille d'origine turque (« noblesse » algéro-ottomane), l'une des plus anciennes de la ville d'Oran (un citadin). Fortement présent, et dans le milieu associatif (Benkada note qu'il menait une activité intense au sein de nombreuses associations à caractère culturel) et sur la scène politique, il est élu conseiller municipal à l'âge de vingt cinq ans<sup>17</sup>. L'Oranie lui doit une part importante des titres de presse datant des années vingt et trente du siècle dernier. Il créera *l'Union* à la gloire de ses convictions politiques, dont le titre même a la capacité de résumer en son sein toute une doctrine: « journal républicain de l'union franco-musulmane ». Bachterzi créera également *Es-Sandjak* et *Le cri indigène*, les deux derniers organes assurant ouvertement la promotion des idées assimilationnistes.

**Les Ulémas.** Les années trente verront naître une presse d'un nouveau genre avec la montée en puissance des « traditionnalistes », pour utiliser le vocabulaire de D. Guérid, et ce avant même que Abdelhamid Ben Badis ne fonde l'association des Ulémas Musulmans Algériens en 1937. C'est le cas d'*El-Fadjr* premier organe de presse d'inspiration Islahiste de l'Oranie, créé en 1932.

En 1937, deux titres, s'inscrivant dans cette dernière tendance, seront créés d'un coup. *El-Ouifak* organe officiel de l'association de Ben Badis, et *El-Maghrib El-Arabi*, publié par l'association des Oulémas de l'Oranie, sensé concurrencé le premier. Quoique rivaux,

la visée éditoriale était leur point d'accord. Les rédacteurs des deux journaux agissaient en « conseillers du peuple » comme l'atteste la devise d'El-Ouifak, en éducateurs, en éclaireurs de la voie du salut.

***L'exception confrérique.*** Le cas des *Amis de l'Islam* est assez particulier dans la mesure où la revue ne voulait pas prendre parti au débat politique, mais se voulait organe de propagande de la confrérie Alawite d'Algérie. De ce fait, les rédacteurs étaient forcément de tendance traditionaliste; ils agissaient, comme l'atteste le titre, en défenseurs des valeurs de l'Islam.

Tout cela pour dire que l'émergence de la plume indigène dépendait d'un certain nombre de conditions, et d'une posture à observer. Pour ce qui est des conditions, nous pouvons aisément énumérer celles qu'avaient en commun les acteurs des différentes tendances, soit un capital symbolique plus ou moins similaire. Une origine sociale citadine, issue d'une famille de notables, pour ne pas dire noble, aisée de surcroît. Donc un environnement de socialisation qui, malgré la politique coloniale ségrégative, garantissait une relative ascension sociale et l'émergence de l'élite indigène. C'est ainsi qu'on va assister vers la fin du dix-neuvième siècle, début du vingtième à la naissance de la première génération de diplômés de l'école française d'origine indigène : des médecins, des pharmaciens, des avocats, mais aussi et surtout des instituteurs. L'autre élite serait celle des « Cheikhs » des Ulémas, érudits de l'Islam, dont le conservatisme de leur milieu familial les fera boudier l'école laïque, fréquenter l'école coranique pour poursuivre leurs études supérieures dans les prestigieuses universités d'El-Azhar et/ou d'Ez-Zeitouna. Ils seront les représentants de l'orientation nationalitaire.

Pour ce qui est de la posture des porte-parole des deux tendances, le constat est qu'on évitait de nier son appartenance à l'Etat Français. La conscience qu'on agissait sous son contrôle était omni présente. S'il était d'un naturel de se considérer comme sujet Français chez les instituteurs, il est remarquable de constater que dans quasiment tout les titres que ces derniers vont publier, on insistera sur la mention « indigène » allant jusqu'à la revendiquer telle une identité à part entière se substituant à celle d'arabe et de berbère. Pour les ulémas, l'entreprise était des plus délicates, ceux qui avaient pour mot d'ordre : « l'islam est notre religion, l'arabe notre langue et l'Algérie notre pays »<sup>18</sup>, n'hésitaient pas à s'accorder la liberté de rajouter, à l'instar de Cheikh Zahiri fondateur d'el Ouifak, « ...et la France notre Etat ».

Ce que nous pouvons dire en épilogue, c'est que cette presse qu'on a pris l'habitude de désigner comme indigène n'exprimait en réalité

que l'opinion d'une élite citadine, et ici il importe peu qu'elle soit de tendance traditionaliste ou au contraire moderniste, car in fine le même combat était mené des deux côtés. Il s'agissait de l'avis d'une minorité que seule comptait à ses yeux sa propre condition de dominée, plus encore que la condition d'opprimée qu'endurait le reste de la population algérienne, et qu'on prétendait défendre. Si les premiers souffraient d'un sentiment d'infériorité et luttèrent pour acquérir une voix de l'intensité de celle des colons, les indigènes de l'Algérie profonde, dans leurs contrées recluses, luttèrent pour leur survie, il va donc sans dire que l'enjeu n'était pas le même dans les deux mondes et que les coups de fusées qu'on entendra un premier novembre 1954 feront définitivement taire la voix tolérée d'une élite en mal de pouvoir.

**Notes:**

\* **Politologue, maître de conférences au département de sociologie, université d'Oran**

\*\* **Maître-assistant au département de sociologie, université d'Oran**

<sup>1</sup> Joëlle Tiers et Werner K. Ruf, « La presse au Maghreb », In, Collectif, Introduction à l'Afrique du Nord contemporaine, CNRS, Paris, 1975

<sup>2</sup> Zahir Ihaddaden, Histoire de la presse indigène (des origines jusqu'en 1930), Enal, Alger, 1980, p. 11

<sup>3</sup> Abdelkader Djeghloul, Eléments d'histoire culturelle algérienne, Enal, Alger, 1983, p. 78

<sup>4</sup> Ibid, p. 78-79

<sup>5</sup> Frère de Mohammed Racim et miniaturiste lui-même, il lancera en octobre 1913 à Alger un journal en langue arabe « Dhou El Fikar (Le juste) ». Omar Racim sera arrêté quelques années plus tard pour espionnage.

<sup>6</sup> Zahir Ihaddade, op. cit., p. 215

<sup>7</sup> Cité par Ihaddaden, ibid, p. 215

<sup>8</sup> Abdelkader Djeghloul, op. cit. p. 86

<sup>9</sup> Sans avoir été candidat Said Faci obtient aux élections départementales de 1913, 13 voix en Oranie ; 41 dans l'Algérois ; et 20 dans le Constantinois. Il se verra contraint de prendre sa retraite pour avoir écrit un article sur la « tuberculose » mettant en cause « la commission régulièrement instituée par l'administration », il finira ses jours à Nîmes (France).

<sup>10</sup> Op. cit., p.384-385

<sup>11</sup> Ibid. p. 384

<sup>12</sup> Il est paru une première fois en 1927 (15 juin) sous le titre de « l'Union », sous forme de bimensuel, se disant journal républicain d'Union Franco-Musulmane. Il disparaîtra le 1<sup>er</sup> avril 1928 cédant la place à « Es-Sandjak ».

<sup>13</sup> Ihaddaden, op. cit., p. 350

<sup>14</sup> Lahcène Belhoucine, Les héros de la foi, Alger, Hibr, 2013, p. 41

<sup>15</sup> Dont les trois principaux, selon Saddek Benkada, serait : *El-Mountakheb 1882, El-Mobasser 1883, L'Algérie Franco-Arabe 1898*. « Publicistes et journalistes de l'entre-deux-guerres en Algérie : Trajectoires d'intellectuels », in. Collectif, Anciennes et nouvelles élites du Maghreb, Inas(et autres), Alger(...), p. 99

<sup>16</sup> C'est ainsi que Djamel Guerid qualifie la tendance suivie par cette frange de la société, s'inscrivant ainsi dans la continuité de Hamdane Khodja. Et comme ce dernier, les instituteurs étaient porteurs d'idées modernistes avec cette visée que les indigènes arrivent enfin à gagner la confiance et la sympathie de la France, et qu'ils aient une plus importante représentation dans le parlement français. «Algérie : dualité de la société et dualité de l'élite. Les origines historiques », in. Omar Lardjane(s/d), Elites et société (Algérie et Egypte), Casbah, Alger, 2007, p. 64

<sup>17</sup> Saddek Benkada, op. cit. p. 100

<sup>18</sup> Elbaki Hermassi, Etat et Société au Maghreb (étude comparative), Anthropos, Paris, 1975, p. 143